

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## SCANDALE

# L'Elysée entre les diamants et la boue

Faire  
la lumière

«**A**CCUSER la France (en Afrique et notamment en Centrafrique) de n'agir qu'en fonction d'intérêts économiques est à la fois absurde et injurieux». C'est ce que déclarait Giscard la semaine dernière sur une chaîne de télévision allemande au cours d'un débat en direct.

Si l'on en croit les informations publiées par le *Canard Enchaîné* (que rien d'ailleurs, et surtout pas le communiqué de l'Elysée, ne permet jusqu'alors de mettre en doute), Giscard aura deux fois menti.

D'abord parce que nul ne peut ignorer les intérêts de nature colonialiste qui président au soutien inconditionnel apporté pendant quatorze ans au tyran de Bangui puis à son remplacement, à la faveur d'une intervention armée, par un autre homme de paille de l'impérialisme français.

Ensuite parce que Giscard lui-même serait personnellement impliqué pas seulement comme chef de file de l'impérialisme français, pas seulement comme cousin et fils d'autres Giscard, ayant des intérêts financiers dans la région, mais plus prosaïquement comme bénéficiaire discret des diamants de l'empereur centrafricain...

Dès lors, l'incroyable hold-up perpétré sur ordre de l'Elysée à l'encontre des archives du palais de Bokassa ne serait plus seulement une violation éhontée de la souveraineté centrafricaine mais également l'acte de celui qui cherche à dissimuler la preuve de ses compromissions.

La révélation d'une telle affaire venant de sources bien informées, alors que la préparation des présidentielles est commencée, n'est sans doute pas un hasard. Mais, en tout état de cause, le respect minimum de la démocratie exige que la lumière soit faite sur tous les aspects de cette affaire afin que toutes les conséquences puissent en être tirées. Le Parti socialiste et plusieurs organes de presse réclament la mise en place d'une commission parlementaire d'enquête. On ne peut que s'associer avec force à une telle exigence.

Pierre MARCEAU



Voir page 3

## Comme à Belfort : l'Alsthom-Saint-Ouen en grève



Mercredi 10 octobre, les travailleurs de l'Alsthom-Saint-Ouen se sont mis en grève sur des revendications salariales. Ils ont décidé l'occupation de l'usine. Les portes ont été soudées afin d'empêcher toute sortie de matériel (transformateurs). Une assemblée générale a eu lieu jeudi matin 11 octobre.

Voir page 5

Dans une conférence de presse faite mardi, Carter a apporté une réponse officielle aux déclarations de Brejnev, qui, dans son discours à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de la RDA avait annoncé une réduction limitée des forces conventionnelles soviétiques dans ce pays et avait proposé un «rééquilibrage» des forces nucléaires, en limitant le déploiement des missiles SS 20, en échange du non-déploiement des missiles «Pershing» en Europe occidentale.

Carter a notamment déclaré : «C'est une proposition intéressante, elle est prometteuse, mais ce n'est pas un grand pas en avant». Le président américain a vivement contesté les comptes faits par Brejnev au sujet des missiles. En effet, les nouveaux missiles SS 20, s'ils sont moins nombreux que les précédents qu'ils remplacent, comportent trois charges nucléaires indépendantes, et sont beaucoup plus précis, puisque tirés d'URSS, ils peuvent atteindre une cible en Europe occidentale, à 100 mètres près. Au sujet de la proposition soviétique, Carter estime : «Je pense qu'il s'agit d'une tentative visant à désarmer la volonté et l'ardeur de nos alliés à se défendre eux-mêmes». Le président américain a exprimé l'idée selon laquelle l'OTAN, devrait d'abord déployer les missiles Pershing en Europe pour ensuite, éventuellement, négocier en contrepartie une réduction des missiles soviétiques ; ce qui correspond à l'intention déjà exprimée par les milieux dirigeants de l'OTAN.

En revanche, sur la question des troupes soviétiques à Cuba, Carter

s'est montré plutôt conciliant, encore plus que dans son discours du 1<sup>er</sup> octobre. Contre l'avis d'un certain nombre de parlementaires américains, il a indiqué qu'il considérait cette affaire comme pratiquement classée. Répondant également aux sénateurs, il a déclaré qu'il n'accepterait pas de nouvelles augmentations du budget de défense et qu'il pensait que le traité SALT 2 serait ratifié avant la fin de l'année. Rien n'indique pourtant que grâce à ce mélange de fermeté et d'optimisme forcé, Carter puisse dissiper le malaise régnant dans les milieux dirigeants américains, concernant les questions militaires et l'évaluation du rapport de forces jugé favorable à l'URSS.

#### PRESSIONS ET MENACES SUR L'EUROPE

Alors que l'OTAN déclare qu'elle va mettre en œuvre le programme des nouveaux missiles Pershing, les USA font pression sur les pays européens pour qu'ils l'acceptent, alors que l'URSS, on l'a vu, poursuit de son côté sa politique de menaces. Les pays européens

## Réactions de Carter aux propositions de Brejnev

# PRESSIONS SUR L'EUROPE

se trouvent confrontés ainsi de façon croissante aux pressions contraires des deux superpuissances. Dans son discours de Berlin-Est, Brejnev en mettant en garde les pays qui accepteraient des bases de missiles, a laissé entendre clairement que ceux-ci deviendraient dans ce cas des cibles privilégiées de la puissance de feu nucléaire de Moscou.

Ces menaces ont été réitérées ces derniers jours par la presse soviétique, après que Brejnev ait regagné Moscou, en début de semaine.

C'est la politique du bâton et de la carotte, celle-ci étant constituée par les propositions faites depuis Berlin-Est. Ces propositions visent évidemment — dans le même temps où est pratiqué le chantage du recours à la force — à accréditer l'illusion de la «détente» pour endormir la vigilance des pays européens vis-à-vis de la politique globale de l'URSS et de ses préparatifs de guerre.

#### LA TOILE DE FOND DES «PROPOSITIONS» SOVIETIQUES

Les dernières propositions soviétiques ont pour

toile de fond les prochains rendez-vous internationaux où seront traités des problèmes relatifs à la «détente» est-ouest. Ainsi, en est-il de la Conférence de Madrid, en 1980, qui doit prolonger les réunions d'Helsinki puis Belgrade, sur la «sécurité» en Europe mais, surtout, à plus brève échéance — comme l'avaient convenu Brejnev et Carter à Vienne — la négociation SALT 3, dont le Kremlin réclame l'ouverture immédiate. Le lien entre les récentes pressions et «propositions» soviétiques vis-à-vis du «théâtre» européen et SALT 3 est en effet évident. Si SALT 2 portait exclusivement sur les armements nucléaires stratégiques stationnés sur les territoires des deux superpuissances et pouvant atteindre le territoire de l'une à partir de l'autre, SALT 3 doit concerner l'ensemble des armements nucléaires stationnés sur le territoire des différents pays européens, y compris la force de frappe française. Cette négociation a toutes les chances de constituer un marchandage des deux superpuissances sur le dos des pays européens, et Moscou espère tirer le meilleur parti de la fragilité européenne due

notamment à la dépendance de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis des USA en matière de défense. En déployant leurs réseaux de missiles en Europe, les USA soulignent cette dépendance, et désignent les pays ouest-européens comme cibles sans pour autant vouloir s'impliquer eux-mêmes directement dans un conflit en cas d'agression soviétique contre l'Europe occidentale.

Les pays européens qui n'ont pas de défense indépendante commune n'ont guère de raison de se sentir bien «protégés» par la superpuissance américaine. Ceci s'est traduit par exemple, il y a quelques mois, par les inquiétudes ouvertement exprimées au sein de la bourgeoisie ouest-allemande, quant à la crédibilité du «parapluie» nucléaire américain, inquiétudes encourageant une position conciliante vis-à-vis de l'URSS. Cet état de choses qui n'est pas sans rapport avec le fait que l'Allemagne de l'ouest est aux «premières loges» face au Pacte de Varsovie, suscite d'ailleurs les réticences de Bonn vis-à-vis de l'installation de missiles «Pershing» sur son seul territoire. C'est une situation que Brejnev — qui, depuis

la RDA, visait notamment l'opinion publique ouest-allemande — entend exploiter, en renforçant aussi la pression sur la France dont les gouvernants se sont déclarés jusqu'ici opposés à SALT 3, ne voulant pas que l'avenir de la force de frappe française — autonome par rapport aux USA — soit tranché par les superpuissances.

En cherchant à obtenir une attitude conciliante des pays ouest-européens, notamment en essayant de toucher leur opinion publique par des propositions qui se veulent favorables à la paix, le Kremlin entend ainsi déployer plus facilement sa stratégie planétaire, avec notamment ses interventions militaires, circonscrites dans la période actuelle au Tiers-Monde. Ainsi, Moscou espère faire admettre la nouvelle offensive vietnamienne contre le Cambodge, dont il soutient massivement la préparation, aussi bien que les autres interventions, et agressions, directes ou indirectes, dont le but stratégique est l'encercllement du second monde industrialisé et développé, et particulièrement l'Europe.

QdP-HR  
Jean-Pierre  
CHAMPAGNY

## Les petits cadeaux de Bokassa

# UNE POIGNEE DE DIAMANTS DANS UN OCEAN DE PROFIT

Les révélations du *Canard Enchaîné* sur les cadeaux (diamants et autres) offerts par Bokassa à Giscard, à d'autres dirigeants français et à leurs familles, jettent une lumière crue sur la réalité de la politique de l'impérialisme français en Afrique.

Giscard a su habiller cette politique d'un vocabulaire élégant : «relations d'égalité», «non-ingérence», «coopération sans impérialisme». Mais dès qu'un événement important comme la chute de Bokassa dissipe un peu le brouillard de discrétion et de complicités qui entoure tout ce qui touche le réseau des «relations spéciales» avec certains pays africains, comme on voit que les habitudes coloniales reviennent vite : c'est la politique des pourboires et des pots de vin au plus haut niveau ; c'est aussi l'intervention directe des paras français — mais aussi aujourd'hui — des policiers français, des barbouzes qui débarquent de chaque avion à Bangui.

Pourquoi le scandale des diamants ? C'est en échange de la «générosité» de Giscard ; en tant que ministre des Finances, puis en tant que président de la République, celui-ci a toujours aidé son protégé, Bokassa, qui creusait des trous énormes dans le budget centrafricain. Car le dictateur, après avoir con-

tribué à piller l'économie de son pays, puisait directement dans le budget de l'Etat centrafricain, pour subventionner ses «menus plaisirs» et ne pouvait payer ses fonctionnaires. C'est pour le remercier de son aide que Bokassa offrait à Giscard des diamants, également volés au peuple centrafricain. Ainsi le maintien du tyran au pouvoir, effectué au profit des intérêts généraux de l'impérialisme français, procurait au passage quelques petits profits non négligeables aux dirigeants français, Giscard en premier lieu.

L'affaire des diamants permet au passage de rappeler les implications de la famille de Giscard, dans différentes sociétés opérant en Afrique. Les intérêts de Giscard en Centrafrique, c'est aussi une large portion du territoire concédée à une société de safaris, dont les actionnaires sont l'industriel Pecheur et le journaliste Michel Droit, proches de Giscard et, qui n'ont pas manqué de l'inviter à de multiples reprises.

Mais la corruption du personnel dirigeant de l'impérialisme français, ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Ne dit-on pas que, sous le règne de Bokassa, la quasi-totalité de l'ivoire du pays a été pillée et vendue en contrebande. De même Bokassa se serait livré à un fructueux trafic de diamants, en confisquant tous les revenus à son profit. Et surtout, il ne faut pas oublier le coton exploité par une société que contrôlent les frères Willot, l'uranium de Bakouma dont le contrôle a été l'objet de luttes acharnées entre l'impérialisme français et l'impérialisme US.

Les «pourboires» empêchés par Giscard, constituent un scandale encore ne sont-ils qu'une partie du scandale qu'est le pillage de l'impérialisme français en Centrafrique, et dans l'ensemble des autres pays africains. Ce n'est donc pas un hasard si l'impérialisme français, veut maintenir de tels régimes de dictature dont il couvre les crimes et les exactions, développant avec eux une complicité mutuelle, avant de s'en débarrasser, quand ils ne peuvent vraiment plus servir.

QdP H.R.  
J.P.C.



Giscard embrassant son «parent» Bokassa sur l'aéroport de N'Dole, cela vaut bien son pesant de diamants.

## ● Turquie : prolongement du statut des bases américaines

Alors que des accords de défense entre les USA et la Turquie sont toujours en négociation, le gouvernement turc a décidé cette semaine le prolongement du statut provisoire des bases américaines. Celles-ci restent donc ouvertes. Ces bases munies de dispositifs d'écoute servent notamment aux USA à surveiller certaines installations militaires en URSS. Selon certains responsables politiques américains, le fonctionnement de ces bases est une des conditions nécessaires pour accepter la ratification du traité Salt 2, dans la mesure où, selon eux, elles seraient indispensables à la surveillance des armements nucléaires stratégiques soviétiques, un avis que d'autres responsables américains ne partagent pas. Les bases US en Turquie avaient été fermées alors que, à la suite du conflit chypriote, les USA avaient décidé un embargo sur les armes à destination de la Turquie.

Cet embargo avait finalement été levé en août 1978, ce qui avait eu pour conséquence un accord pour une réouverture provisoire des bases, pour un an, à partir d'octobre 1978.

Le gouvernement turc tente aujourd'hui d'obtenir le maximum en échange de ces bases en exigeant des aides militaires et économiques de la part des USA. Mais, ce resserrement des liens avec la Turquie entraîne pour les USA des difficultés avec le gouvernement grec, qui craint que la Grèce ne fasse frais de cette entente américano-turque : les Américains n'ont-ils pas apporté leur appui au contrôle par la Turquie d'une partie de la mer Egée, jusqu'ici sous contrôle grec. C'est une des raisons pour lesquelles, la Grèce, a, dans la dernière période, à la fois confirmé ses réticences à réintégrer l'OTAN, réaffirmé son adhésion à l'Europe du Marché commun, et esquissé un certain rapprochement avec Moscou. Celui-ci, qui s'est manifesté en particulier lors du récent voyage de Caramanlis en URSS, s'était traduit au même moment par des facilités accordées pour la première fois par Athènes à la flotte de guerre soviétique en Méditerranée.

Ainsi, les Etats-Unis, malgré ce qu'ils obtiennent en Turquie, ne paraissent guère être en mesure de reconstruire le dispositif de l'OTAN sur son flanc sud, affaibli depuis 1974, notamment par la crise de Chypre et la tension gréco-turque.

## Les diamants de Bokassa

## Les éléments d'un scandale

La publication mercredi 10 octobre, par le *Canard enchaîné* du fac-similé d'une commande passée par Bokassa au Comptoir national du diamant en 1973 pour le compte du ministre français des finances de l'époque, Giscard d'Estaing, a pris la dimension d'une affaire politique d'importance.

L'information du journal satirique, publiée sous le titre « Pourquoi Giscard a organisé la casse des archives de Bokassa », était reprise dans l'après-midi à la une du journal *Le Monde* accompagnée d'un éditorial de son directeur, Jacques Fauvet. *Le Monde* ajoutait dans son développement sur deux pages intérieures des informations concernant les affaires de la famille Giscard en Afrique et en Centrafrique. Tandis que « l'affaire » alimentait toutes les conversations sur les bancs de l'Assemblée nationale, ce n'est qu'en fin de journée que l'Élysée publiait un communiqué inconsistant qui n'est même pas un démenti. A une mise en cause précise appuyée par un document qui fait figure de preuve, Giscard répond en invoquant le « caractère traditionnel » des « échanges de cadeaux » qui n'auraient selon lui « ni le caractère ni la valeur qui ont été mentionnés par certains organes de presse à propos du Centrafrique ».

En fait, l'affaire des diamants pose deux problèmes : d'une part, elle met en cause la personne du chef de l'État sous l'angle de l'honnêteté la plus élémentaire, d'autre part, elle remet en pleine lumière un dossier que le pouvoir s'était dépêché d'enterrer, celui de l'intervention française en Centrafrique et des intérêts colonialistes qui y sont préservés. Pour ces deux raisons, la mise sur pied d'une commission parlementaire d'enquête réclamée par le Parti socialiste et soutenue par plusieurs organes de presse (*Le Monde*, *le Matin*, *Libération*) constitue bien le minimum qui doit être exigé.

Pierre MARCEAU

UNE plaquette de diamants de trente carats dont la valeur actuelle serait de cent millions de centimes : tel est le petit cadeau que Giscard, alors ministre des finances, aurait reçu en 1973 de son « cher parent » Bokassa. Cette plaquette n'aurait pas été la seule reçue par le président de la République qui n'aurait surtout pas été le seul à bénéficier des largesses du tyran de Bangui. Le *Canard enchaîné* avance les noms des cousins François et Jacques Giscard d'Estaing et d'Olivier, frère de Valéry. Les noms de Robert Galley, ministre de la coopération, Yvon Bourges, ministre de la défense, et René Journiac, conseiller de l'Élysée et justement organisateur de l'intervention en Centrafrique, sont également cités.

D'après le *Canard enchaîné*, les preuves se trouvent dans les archives du Comptoir national du diamant et du trésor public centrafricain. Voilà qui fournirait une partie au moins du mobile du hold-up pratiqué par l'Élysée sur les archives de Bokassa, lors de son éviction en septembre. Ce sont en effet des paras français et des agents des services secrets qui ont opéré le transfert des archives du palais de Bokassa à l'ambassade de France à Bangui. Le fait a été rapporté à l'époque par les correspondants de presse, ce qui n'empêche pas le ministre Galley de déclarer aujourd'hui qu'il ne croit pas à la réalité de cette information ! Mais n'est-ce pas le même Galley qui qualifiait les massacres d'enfants perpétrés par Bokassa de « pseudo événements ».



Les petits cadeaux entretiennent l'amitié.

## Les grandes familles

## L'Afrique des Giscard d'Estaing



Le journal *le Monde* a publié dans son édition du 11 octobre, des informations très intéressantes relatives aux activités financières de la famille Giscard d'Estaing en Indochine et en Afrique.

Il y a plusieurs décennies que les Giscard opèrent en Afrique. Il y a trois Giscard que ce grand continent semble avoir tiré de leur territoire natal.

Il y a d'abord François Giscard d'Estaing, cousin germain du président, né en 1926, ancien énarque, ancien directeur de la Banque centrale des États de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. Puis en 1969, le cher François devient conseiller financier de Tombalbaye au Tchad.

En 1977, il devient PDG de la Banque française du commerce extérieur. Depuis 1978, il est administrateur de la SAFA-Cameroun, filiale de la Société africaine forestière et agricole, société du groupe Rivaud.

Depuis 1975, le très cher François est aussi administrateur de la Société centrafricaine du groupe Assurances générales de France qui détient environ 3% de la SOFFO. Le deuxième personnage est Jacques Giscard d'Es-

taing, autre cousin de Valéry : il est né en 1929. C'est le frère du précédent, c'est aussi un ancien énarque.

Il s'occupe aussi d'affaires en Afrique, mais ce qui est important, c'est qu'en 1971, il entre au CEA (Centre d'études atomiques) comme directeur financier. Il négocie des accords avec l'Empire centrafricain, le Niger, l'Iran, etc.

Le dernier de la liste est aussi le plus représentatif de la famille. Il n'est autre que le père de Valéry, Edmond Giscard d'Estaing. Son tableau de chasse est encore plus éloquent. En 1930, il entre à la Société financière française et coloniale (SFFC) spécialisée dans les investissements outre-mer, particulièrement en Indochine.

En 1935, il devient le président de la SFFC. Il quittera ce poste en 1973. Cette SFFC devient la SOFFO (Société financière pour la France et les pays d'Outre-mer).

La SOFFO était représentée en Indochine et surveillait de près les plantations d'hévéas. Le caoutchouc était revendu aux Bergougnan (filiale cachée

de l'empire Michelin). Edmond a d'ailleurs été administrateur de chez Bergougnan.

Aujourd'hui, la SOFFO contrôlerait 38,04% de la Compagnie forestière de Sanga-Oubangui. En 1925, un véritable scandale éclaboussa cette société. Les noirs qui travaillaient pour elle étaient quasiment des esclaves.

La SOFFO contrôle aussi 99% des caoutchouc d'Extrême-orient, 71% de la Société des palmeraies de la Ferme suisse (1 000 hectares au Cameroun), 36,48% de la société Le Bois du Cameroun (15 000 hectares).

La pièce maîtresse de la SOFFO est certainement la Société internationale de plantation d'hévéas (SIPH) dont elle détient 44,7% des actions. Guy de Lasteyrie qui a épousé la sœur de Valéry est administrateur de cette SIPH.

Le seul actionnaire important de la SOFFO est le groupe Suez (42%).

Edmond fut aussi administrateur de la Thomson dont la SOFFO détenait 2 000 actions. De fait, la SOFFO domine l'économie centrafricaine. On comprend mieux dès lors, les gé-

nérosités dont « papa Bok » aurait fait preuve envers son très cher parent et sa petite famille.

Yves LEPIC

## Surprenante discrétion

La presse accorde dans l'ensemble une place importante à l'« affaire », exigeant que la lumière soit faite. Ce n'est pas le cas du *Figaro* d'Hersant, qui, fidèle à son rôle, monte en ligne pour défendre la probité giscardienne plutôt sujette à caution. L'étonnement vient de la lecture de *l'Humanité* qui se contente d'évoquer l'événement dans un bref article en page intérieure indiquant à juste titre mais de manière un peu courte, que le colonialisme constitue le « scandale permanent ».

Le journal du PCF ne manifeste aucune volonté d'en savoir plus sur cette affaire centrafricaine dans laquelle Giscard est si directement mis en cause. Pourquoi ?

Au moment où j'écris ces lignes, nous avons toutes les raisons de nous réjouir de la libération de Marcel Lamy, à Rouen. La mobilisation est parvenue à l'arracher des griffes de l'appareil policier et judiciaire. Mais cet événement heureux nous rappelle le grave contexte de l'arrestation et de l'inculpation de ce syndicaliste. La répression contre les syndicalistes prend de l'ampleur : quatre délégués licenciés chez RVI (Renault-véhicules-industriels) à Vénissieux (Rhône).

Nous ne pouvons pas nous empêcher de faire le lien entre le maintien en prison de François Pain prétendu « casseur du 23 mars », l'inculpation de

trois manifestants lors des obsèques de Pierre Goldman, les lourdes inculpations des cinq « autonomes » de Passy, pour avoir incendié et détruit des vitrines au moment des élections européennes, la liberté des juges et de l'ensemble des magistrats remise en question par Giscard lui-même cette semaine, alors même qu'il reconnaissait l'énorme scandale de la détention provisoire...

De plus, dans la nuit de mercredi 10 à jeudi 11 octobre, l'Assemblée nationale se prononcera sur la loi interdisant l'affichage libre. Le principe de l'interdiction est de toute manière retenue, les dé-

putés traiteront des modalités de la répression de l'affichage libre. Toute infraction à cette loi serait l'occasion d'une amende de 100 F par affiche illégale, plus une amende pénale de 50 à 10 000 F par affiche.

Sans problème, on peut affirmer que le gouvernement poursuit tout azimut son offensive contre les libertés démocratiques, droit de manifester, droit de se défendre d'être syndiqué, droit de grève et droit d'affichage.

Nathalie VILLOTIERS

## Feu sur les libertés démocratiques

*François Pain est aussi en prison. Pourquoi ? Parce que six mois après, Minute édite une photo de la manifestation du 23 mars où, paraît-il, on peut reconnaître François Pain en train de « casser ». Nouvelle utilisation des photos... contre laquelle, du reste, les cinéastes s'élèvent : « Nous, cinéastes, filmons, photographions pour informer et non pour être des auxiliaires de la préfecture de police ». Prise de position à laquelle celle de Presse-Police-Justice fait écho. « Une politique délibérée est mise en œuvre au plus haut niveau qui vise à restreindre sinon à étouffer*

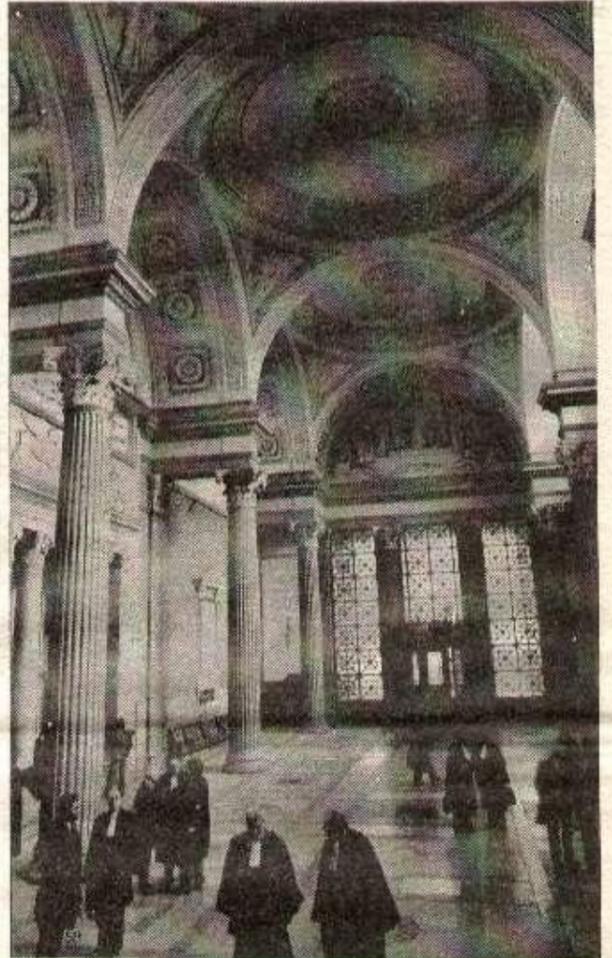
*une des formes traditionnelles de protestation populaire reconnues par la Constitution. Elle s'appuie sur un usage détourné des forces de police, des pratiques judiciaires expéditives, la participation d'agents provocateurs et une mise en condition de l'opinion par les mass média sur le thème de l'ordre et de la sécurité ». Presse-Police-Justice comprend le Syndicat de la magistrature, la Fédération autonome des syndicats de police et l'Union nationale des syndicats de journalistes et le Syndicat des avocats de France*



Le 4 mai 1979, à Grenoble, Pierre Boisgontier prend la parole à une assemblée générale : la direction du CNRS lui refusait son intégration, il s'agissait en fait d'une interdiction professionnelle. Les quatre délégués syndicaux (trois CGT et un CFDT) licenciés à Vénissieux (Rhône) par Renault-Véhicules-Industriels, avec l'aval du gouvernement, ne sont ni plus ni moins qu'une autre interdiction professionnelle, une sanction contre des syndicalistes actifs. La riposte est déjà bien amorcée : après bien des débrayages dans l'usine même, les syndicalistes CGT, CFDT, FO, CFTC et FEN se sont mis d'accord pour une journée interprofessionnelle. Ces autres licenciements ne sont pas un fait isolé. Souvenons-nous des retenues sur salaires d'enseignants pour avoir mis en acte : « Non aux classes surchargées ».



Le 20 septembre 1979, Pierre Goldman, antifasciste et antiraciste, est assassiné par des racistes. Sa mort soulève un émoi et une profonde révolte. Nous sommes plusieurs milliers à ses obsèques, le 27 septembre. Lionel Lemare, Pascal Magron et Hamid Lamaoui, venus rendre un dernier hommage à Pierre, sont arrêtés par les flics. Ils moisissent en prison depuis accusés de violences contre la police, fait qu'ils nient. Ils passeront ce lundi 15 octobre en flagrants délits. Flagrants délits qui ne sont pas sans nous rappeler ceux du 23 mars et du Premier Mai. Invocation de la loi anticasseurs qui n'est pas sans nous rappeler aussi les lourdes inculpations contre les cinq de Passy. On ne peut pas être d'accord avec leurs agissements (ils ont détruit et incendié quinze vitrines au soir du 7 juin), même si c'est par « écoeurement » : « Écoeuré par la façon dont les voix des petites listes ont été détournées aux élections européennes, j'ai voté avec des pavés ». Mais on ne peut à notre tour que condamner leur condamnation : trois ans pour Fabrice Liégard et Marc Babuty, deux ans pour Mathias Liégard, vingt-deux mois pour Michel Limouzy



Alsthom (Belfort)

# Vent en poupe pour les grévistes

**A**L'ALSTHOM de Belfort, la grève a débuté depuis le 27 septembre 1979. Elle en est donc à son quinzième jour. Ce vendredi 12 octobre, 68 ouvriers passeront en jugement. Une opération villedormie avec débrayage dans

les usines est prévue. Par ailleurs, trois usines dépendant d'Alsthom-Atlantique sont en grève totale. Il s'agit de la CETAG à Bourgogne (Territoire de Belfort), d'Alsthom-Saint-Florent près d'Alès et d'Alsthom GMP à Marseille.

grévistes s'organisent et réfléchissent aux moyens d'action pour jouer un rôle actif aux côtés de leurs maris, ce qui n'est pas facile car l'habitude n'est pas prise de voir des femmes au foyer s'organiser.

aux piquets de grève, aux collectes, organisent une garderie, prennent la parole dans les grands ensembles pour populariser la lutte de l'Alsthom. Nous souhaitons la réussite à toutes leurs initiatives.

A Belfort, les femmes des

Les femmes participent

Correspondante



## Lettre ouverte aux femmes de grévistes

**D**EPUIS le 27 septembre, nous, femmes de grévistes, nous sommes toutes concernées par la lutte que mènent nos maris, face au patronat Alsthom.

A l'idée de quelques-unes, nous, femmes au foyer, femmes de grévistes, avons décidé de se retrouver pour rompre l'isolement que nous vivons en ce mo-

ment, du fait de l'absence de plus en plus fréquente de nos maris engagés dans la lutte.

N'attendons pas leur retour pour être informées de la suite des événements, sortons de chez nous, informons-nous sur place, soutenons-les dans leur action, descendons dans la rue avec nos enfants manifester notre mécontentement. Gardons le sourire face à nos enfants

qui partagent les soucis actuels de la famille, mais ressentent plus particulièrement l'absence de leur père qui n'est pas présent à la maison, mais aux portes de l'usine.

Depuis le début du conflit, nous avons rédigé des tracts distribués dans les quartiers populaires, réalisé une banderole « Femmes de grévistes en lutte avec leur mari », participé aux manifestations.

Nous sommes toutes dans la même situation, rejoignons nos maris dans leur lutte, rejoignez-nous et ensemble continuons à chercher des moyens d'action.

Nous vous invitons à vous renseigner à notre permanence, Comité d'établissement d'Alsthom : lundi, mercredi, vendredi de 14 heures à 16 heures.

Tract distribué par les femmes de grévistes

### CHINE

## Importante conférence de presse du premier ministre Hua-guo-feng

**D**IMANCHE 7 octobre, le premier ministre Hua Guofeng a tenu une importante conférence de presse. Il a abordé de nombreux sujets sur lesquels nombre de personnes se posent des questions.

Il a notamment parlé de la bande des Quatre, il a dit : « Les crimes commis par les membres de la bande des Quatre sont graves, et leurs cas seront bientôt jugés selon la procédure des lois. Mais nous n'adopterons pas à leur égard des méthodes répressives qu'ils ont eux-mêmes employées ».

La question des relations sino-vietnamiennes a été abordée, ce qui a permis à Hua Guofeng de déclai-

rer « La Chine a déjà précisé que les questions en suspens existant entre la Chine et le Vietnam doivent être résolues par voie de négociations. En même temps, elle a clairement déclaré que si les autorités vietnamiennes continuent leurs provocations armées le long de la frontière sino-vietnamienne, la Chine se réserve le droit d'entreprendre une riposte en légitime défense ».

Quant à la question de l'hégémonisme et de la détente, Hua Guofeng a rappelé que la Chine avait besoin d'une ambiance internationale de paix pour se construire. Mais « le problème, c'est que l'hégémonisme se livre à l'expansion et à l'agression à l'extérieur. La détente n'est

donc pas possible comme on l'espère ».

Il a par la même occasion rappelé l'orientation de la politique extérieure chinoise en disant : « Notre politique vise à combat-

tre l'hégémonisme et à défendre la paix mondiale. Nous combattons l'hégémonisme tout en mettant en garde le monde entier contre une politique d'apaisement ».

### SAVONNERIE LEVER (HAUBOURDIN)

## Un mois de lutte

**D**EPUIS plus d'un mois, les travailleurs du service « liquides » des savonneries Lever à Haubourdin, dans la banlieue de Lille, mènent la lutte pour de meilleurs salaires et les qualifications. La direction manœuvre pour casser le mouvement (marqué par des débrayages-surprises qui désorganisent la production et ne lésent pas trop les ouvriers) en annonçant des retraits sur salaires. La CGT a déjà récolté 4 000 F en collectes de solidarité.

Participer activement à la semaine d'action syndicale contre les lois Barre-Bonnet-Boulin

## Un appel du PCML et du PCR(ml) dans les Bouches du Rhône

C'est du 15 au 20 octobre que la CGT, la CFDT et la FEN organisent une semaine d'action contre les projets de loi Barre-Boulin-Bonnet.

A Marseille, les organismes régionaux de notre Parti et du PCR ml ont publié un communiqué commun pour soutenir les initiatives qui seront prises par les syndicats pour que soient retirés et rejetés ces projets et pour appeler les travailleurs à participer activement aux initiatives locales. Voici le texte de ce communiqué.

**D**U 15 au 20 octobre, la CGT, la CFDT et la FEN organisent une semaine d'action contre les deux projets de loi réglementant l'immigration. Ces projets dus aux ministres Barre, Bonnet, Boulin constituent une très grave menace pour les immigrés qui sont 200 000 à travailler et vivre dans les Bouches-du-Rhône. La ratification de ces lois racistes serait une véritable légalisation de l'arbitraire, un retour pur et simple au statut colonial.

Face à ces mesures qui visent l'ensemble de la classe ouvrière, l'unité la plus large des organisations syndicales et populaires s'imposent.

Le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et le Parti communiste marxiste-léniniste soutiennent les initiatives qui seront prises par les confédérations syndicales en application de l'accord conclu pour que ces deux projets « soient retirés et rejetés purement et simplement » et appellent les travailleurs à participer activement « aux assemblées, manifestations et pétitions » qui auront lieu dans les entreprises.

Le PCML et le PCR (ml) demandent à tous les travailleurs, tous les syndicalistes, tous les démocrates, aux organisations antiracistes et anti-impérialistes d'apporter leur contribution au succès de cette semaine d'action et de marquer leur refus des lois racistes en venant nombreux au meeting syndical qui aura lieu le jeudi 18 octobre, salle de la Mutualité à 18 heures à Marseille.

S'opposer au projet Barre-Boulin-Bonnet, c'est défendre l'ensemble des travailleurs.

Refuser les lois racistes, c'est contribuer à la défense des libertés démocratiques.

Lutter pour l'égalité de droit entre Français et immigrés, c'est œuvrer à l'unité des masses populaires contre la politique de misère du gouvernement.

Le secrétariat fédéral du PCR (ml)  
Le secrétariat régional du PCML

## 162 intellectuels du PCF signent un appel contre les procès en Tchécoslovaquie

**C**ENT soixante-deux intellectuels membres du PCF ont signé récemment un appel contre les procès d'opinions en Tchécoslovaquie. D'autre part après avoir reçu une fin de non-recevoir pour une demande d'audience à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, ils y ont envoyé mercredi 10 octobre une délégation de onze personnes qui ne fut pas reçue. Elle était composée de trois avocats : Mes Jacob, Yakovlev et Rappaport (ce dernier fut défenseur au procès de Chtcharanski) et de MM. Gérard Belloin, journaliste, Gérard Chouchan et Paul Seban, réalisateurs télé, Antoine Spire, ex-directeur des

Editions sociales, Claude Frioux, ancien président de l'université de Vincennes et co-auteur de L'URSS et nous, Jean Elleinstein, André Gisselbrecht, historien, M. Axelrod, médecin, et Michel Renard, militant UEC.

On peut également noter parmi les signataires de l'appel les noms de Marcel Bluwal, réalisateur télé, Louis Daquin, metteur en scène, Jean Ferrat, artiste, André Fougeron, peintre, Antoine Vitez, metteur en scène, Gilles Perrault, écrivain, Vladimir Pozner, Jean et Nina Kehayan, Arthur London, 'nsi que les philosophes Christine Buci-Glucksmann et Etienne Bali-bar.

## LOGEMENT

## La fumée a asphyxié une locataire dans un HLM du Mans

Vivre en HLM, ce n'est pas toujours une sinécure. Les mauvais matériaux utilisés, l'absence de mesures de sécurité entraînent malheureusement parfois de graves accidents. A la cité HLM de Jean Bart au Mans, les mesures de sécurité élémentaires n'étaient pas respectées : un incendie a éclaté le 3 septembre 1979 entraînant la mort d'une locataire.

Jean Planchet, secrétaire de la fédération sarthoise de la Confédération nationale du logement, (CNL), a fait le point pour nos camarades du Mans.

**A**FIN de mieux connaître les problèmes posés par le manque de mesures de sécurité dans les HLM, nous avons interviewé Jean Planchet, secrétaire de la fédération sarthoise de la Confédération nationale du logement (CNL).

**Q : Peux-tu expliquer les causes de l'accident qui s'est déroulé à la cité Jean Bart ?**

**R :** Oui, le feu a pris dans le sous-sol d'un immeuble et la fumée a remonté par la cage d'escalier. Les trappes servant à l'évacuation des fumées étaient cadenassées et les échelles pour y accéder absentes. La fumée est restée dans la cage d'escalier asphyxiant une locataire du dernier étage. (...)

**Q : D'après toi, qui est responsable d'un tel drame ?**

**R :** (...) L'important pour la sécurité des locataires, c'est que de tels accidents soient prévus, que la construction en tienne compte (nature des matériaux), que les dispositifs de sécurité pour y faire face soient mis en place et maintenus en état de fonctionnement. Pour nous, la responsabilité incombe donc aux pouvoirs publics et à l'office d'HLM. Nous rejoignons là les questions qui se sont posées lors de l'incendie du CES Paileron ou celui du cinquième. (...)

Dimanche, il n'y avait pas de concierge à la cité Jean Bart. L'office a accordé, moyennant une baisse de salaire, le week-end aux concierges, mais n'a pas mis

en place de remplaçants : la loge est close.

Ainsi en août 1978, une fillette est restée bloquée dans un ascenseur pendant deux heures à Champagné ; la sonnerie d'alarme de l'ascenseur résonnait dans une loge déserte.

Les concierges ne reçoivent d'ailleurs aucune formation les préparant à assurer la sécurité. Il n'y a aucun exercice d'évacuation des locataires. Pour paraître en règle avec la loi, les offices installent des plans magnifiques des immeubles dans les halls... mais à tête reposée ces plans sont illisibles. (...)

Il y a pourtant une réglementation en matière de sécurité, que l'office tourne allègrement. Il existe une réglementation stricte pour les immeubles de plus de 50 mètres ; eh bien, on construit des immeubles de 49 mètres comme les tours des monts d'Arrêt aux Sa-

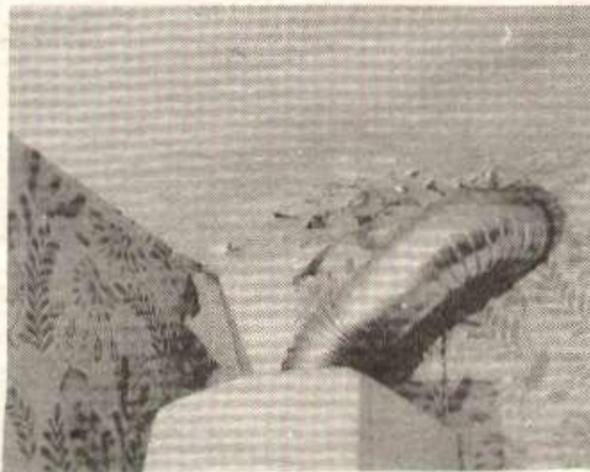
blons permettant d'échapper à la réglementation. (...)

**Q : Alors que peut-on faire pour imposer des mesures de sécurité ?**

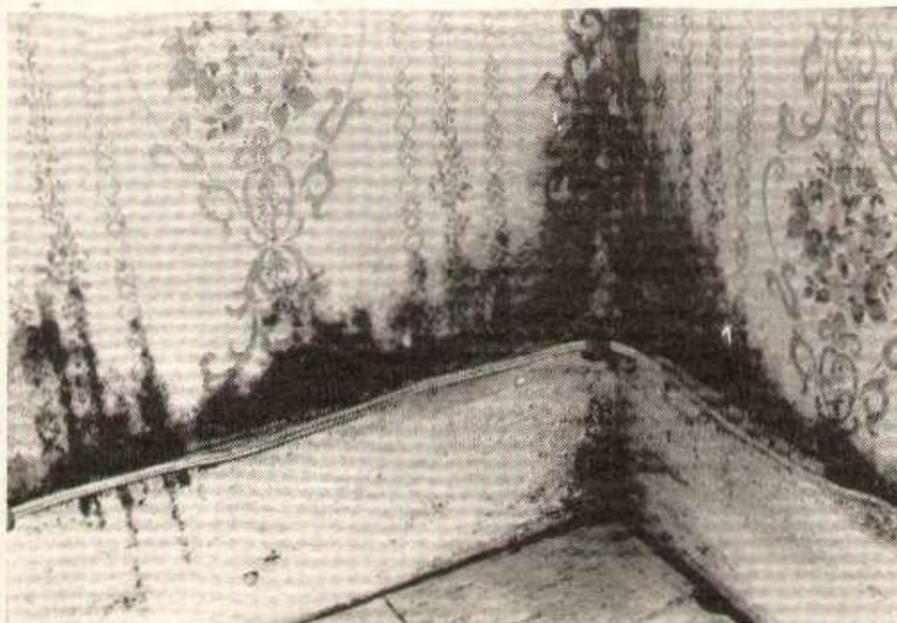
La CNL s'est engagée depuis longtemps déjà dans une action pour imposer des mesures de sécurité. Après le drame de la cité Jean Bart, nous allons de nouveau constituer un dossier sur cette question avec l'aide des amicales de quartier et nous demandons la réunion d'une table ronde avec la préfecture, l'office des HLM et les usagers.

Mais c'est une action continue, par la création et le renforcement des amicales de locataires qui permettra d'imposer des mesures de sécurité. Il est important de constater que les locataires de Jean Bart ont fait une manifestation pour montrer leur colère devant de tels faits.

Cela prouve que les locataires ne sont pas disposés à se laisser faire. Je pense aussi que l'action du PCML qui a réagi immédiatement par un communiqué de presse et la confection d'une affiche, est positive. Elle a renforcé la solidarité des locataires dans leur lutte pour la sécurité.



Dans un HLM d'Audincourt



Dans une cité à Montpellier

## TELEVISION

Vendredi 12 octobre, Antenne 2

## « Apostrophes » : Han Suyin

« Ma maison a deux portes »

*Apostrophes*, émission d'Antenne 2 sur les livres, est consacrée ce vendredi aux « mémoires littéraires et politiques ». C'est dans ce cadre que Han Suyin présentera son dernier livre : « *Ma Maison a deux portes* ». Un titre qui résume bien la vie et l'œuvre de cette grande dame de la littérature, véritable pont entre la Chine et les pays occidentaux. L'histoire de sa vie est passionnante. On la sent marquée par les grands mouvements des peuples du tiers monde, par la libération de la Chine. Toutefois privilégiée, elle l'est, de par sa double origine belge et chinoise, elle sait mieux que quiconque expliquer aux Occidentaux que nous sommes les formidables transformations qui s'opèrent quand les peuples relèvent la tête.

**E**N lisant ses livres on sent que Han Suyin s'est terriblement impliquée dans l'histoire du peuple chinois. Ses récits autobiographiques n'en ont que plus de force. Mais qui est-elle ? Elle est née d'une mère belge et d'un père chinois. Pour devenir ingénieur des che-

mins de fer, son père avait dû se rendre en Belgique afin d'étudier. C'est là qu'il recontra celle qui allait devenir sa femme. La mère de Han Suyin, pour l'épouser, lui, un Chinois, se heurta de front à toute sa famille. Cet exemple reflète l'état de mépris dans lequel étaient tenus les Chinois dans les pays impérialistes d'Europe.

On expliquait aux petits Belges, au catéchisme, qu'il fallait sauver les âmes des Chinois... Han Suyin elle-même a beaucoup souffert de ce racisme. Elle fut aussi très marquée par l'histoire de sa mère et par sa double éducation.

Le gros problème que rencontra Mme Suyin mère fut son intégration. Elle était en effet rejetée de la société des colons sans être pour autant acceptée par les milieux chinois : elle eut du mal à s'intégrer au mode de vie traditionnel chinois tout en étant rejetée par les Occidentaux. Han Suyin en souffrit beaucoup elle ne fut jamais acceptée par sa mère, qui, peu avant sa naissance, avait perdu un petit garçon que les médecins avaient refusé de soigner parce qu'il était métis.

En Belgique aussi, elle se sentit rejetée. Han Suyin s'est toujours rangée du côté chinois, elle a adopté la culture chinoise. Elle s'est toujours sentie solidaire des Chinois qui luttèrent pour leur dignité. Dès le début de la guerre antijaponaise, elle fit des tournées de conférence en Angleterre pour soutenir cette lutte.

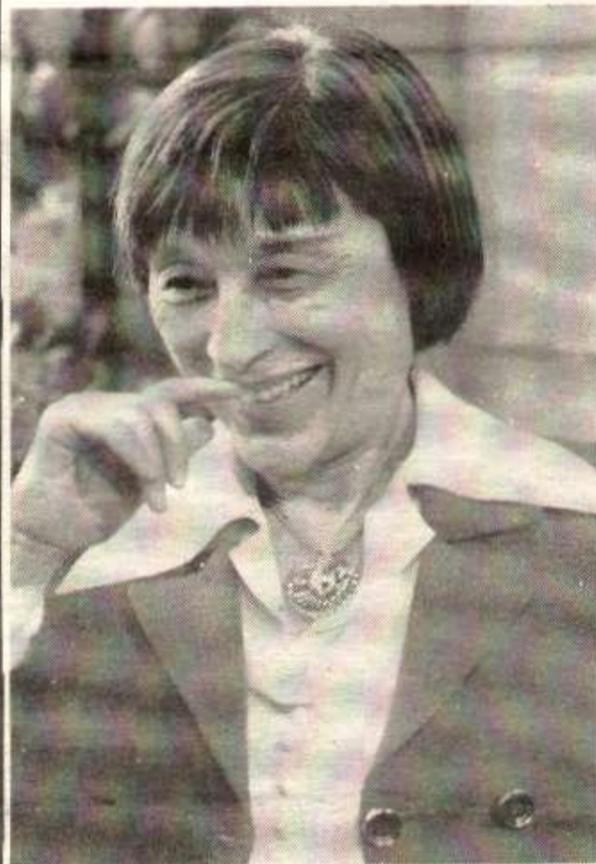
Dans la trilogie « *Une Fleur mortelle, l'Arbre blessé, Un été sans oiseaux* », elle raconte la vie de sa famille et montre les mutations qui se dessinent, à cette époque dans la société chinoise. Elle décrit les inégalités, la misère, les tortures infligées aux communistes. Dans *Le Déluge du matin* et *Le Premier jour du monde*, elle décrit avec passion l'histoire du Parti communiste chinois. Cette œuvre historique se lit comme un roman.

*Ma Maison a deux portes* est un récit autobiographique dans lequel on sent aussi le souffle de l'histoire, au centre du récit la libération de la Chine, l'explosion de joie qui l'a marquée. Han Suyin montre les répercussions de cet événement au niveau international, la construction du socialisme, jusqu'à la Révolution culturelle.

Un livre passionnant !

Une émission qui risque aussi d'être intéressante avec la personnalité de Han Suyin.

Léon CLADEL



### LIVRES DE HAN SUYIN

(presque tous en collection de poche).

Autobiographie :  
*Une fleur mortelle*  
*L'arbre blessé*  
*Un été sans oiseaux*

Romans :  
*Multiple splendeur*  
*La montagne est jeune*  
*Amour d'hiver*  
*Les quatre visages*  
*Et la pluie pour ma soif*

Essais, témoignages, biographies :  
*Destination Tchoungking*  
*La Chine en l'an 2001*  
*L'Asie aujourd'hui*  
*Le déluge du matin*  
*Le premier jour du monde*  
*Lhassa, étoile-fleur*

# Reprise du travail chez Lardet-Babcock à Cherbourg (Manche)

LES 70 travailleurs de l'entreprise Lardet-Babcock étaient en grève depuis plus de quatre mois. Les revendications portant sur les salaires (13e mois et 1 % de rattrapage des salaires) n'ont pas été satisfaites. Toutefois, les deux licenciements ont été abandonnés par la direction et les plaintes contre les six délégués syndicaux retirées.

# RVI-BERLIET Débrayages en série

MARDI 9 octobre, les travailleurs de Berliet ont continué la série de débrayages qu'ils avaient entreprise lundi. Les débrayages sont de trois heures par poste de travail. Les syndicats CGT et CFDT indiquent que ces débrayages sont suivis à 90 % par les travailleurs. Des milliers de travailleurs ont parcouru les rues de Lyon mardi matin. A leur passage, les ouvriers des entreprises Vallourec, Solyvent et Schneider ont cessé le travail en signe de solidarité. Les travailleurs de Berliet luttent contre le licenciement de quatre délégués et contre les tentatives de liquidation des syndicats par la direction...

# Message de soutien aux travailleurs nantais de LMT

LMT, l'annonce de prêt éventuel de personnel à l'extérieur, 19 délégués CGT et CFDT ont retenu le directeur plus d'une heure dans une réunion le 3 octobre. Suite à quoi ils se sont tous vus infliger une mise à pied de trois jours à compter de lundi 8 octobre 1979. Voici lecture du communiqué :

« La cellule Gilles Tautin du Parti communiste marxiste-léniniste section Nantes-Nord dénonce la répression patronale à LMT Orvault qui tend à suspendre toute organisation syndicale dans l'entreprise pour trois jours au moment où s'annoncent des manœuvres dangereuses pour l'avenir des trois cents personnes travaillant encore pour la fabrication. La cellule Gilles Tautin du PCML apporte son soutien aux travailleurs de LMT et de leurs or-

ganisations syndicales CGT et CFDT dans leur lutte au coup par coup pour le maintien de l'emploi à l'usine d'Orvault ».

# Chez Potain : les grues en panne

LUNDI 8 octobre, à Montbrisson dans la Loire, les travailleurs de chez Potain (constructeurs de grues) ont cessé le travail pendant vingt-quatre heures. Vendredi 5 octobre, des mouvements de grève avaient déjà eu lieu dans les usines de Moulins (Allier) et de Jassans-Rottier (Ain). Les travailleurs réclament une augmentation de 6 % des salaires et une prime de 200 F.

# Grève au centre de tri Paris-Gare de Lyon (PLM)

Le centre de tri du PLM à Paris s'est mis en grève le 4 octobre pour protester contre le manque d'effectifs, contre les 57 suppressions d'emploi prévues d'ici 1980, pour l'amélioration des conditions de travail. Il faut dire que des services comme le transbordement ne fonctionnent correctement que grâce aux « califs » (heures supplémentaires) d'une quarantaine de préposés environ par jour. Cette lutte s'est passée dans l'unité des sections CGT et CFDT qui ont mobilisé le personnel de toutes les brigades. C'est une bonne chose à comparer avec les querelles d'il y a quelques mois qui décourageaient les postiers.

Après le licenciement d'un préposé (Desbrosses) du transbordement, après ce plan de restructuration du centre qui prévoit la diminution du personnel, surtout dans cette période de chômage, la colère des postiers du PLM était largement justifiée. Cette grève bien que limitée à 24 heures a été bien suivie et a porté ses fruits. Il y a eu 90 à 100 % de grévistes sur les ambulants, 70 % en brigades de nuit, 50 à 70 % en brigade de jour. La direction des services ambulants (DSA) a fait savoir, à l'issue de cette action, qu'elle prévoyait l'embauche de 40 préposés d'ici novembre 1979. Un premier recul, mais la direction tiendra-t-elle sa promesse ?

# Reprise du travail chez Aldes

L'USINE de matériel de ventilation Aldes était en grève depuis quelques jours. Lundi 8 octobre, les 90 travailleurs ont repris le travail. La direction a lâché une augmentation de 65 centimes de l'heure

et une étude de réduction d'horaire est envisagée pour 1980.

Le délégué CFDT a dit que la direction allait « supprimer des mesures de répression vis-à-vis des délégués CFDT ».

# PTT : grève nationale le 25 octobre

DANS la première semaine du mois d'octobre a eu lieu une semaine d'action dans les PTT à l'appel de la CGT et de la CFDT et ce, entrant dans le cadre de l'accord inter-confédéral. Le 25 octobre, les deux fédérations appellent l'ensemble du personnel des PTT à faire grève pour les salaires, les conditions de travail, la semaine de 35 heures, les effectifs.

Nombreuses sont les actions des postiers depuis quelques semaines comme en témoigne la grève des postiers du PLM à Paris.

Cette grève nationale de vingt-quatre heures, unitaire, est donc une excellente occasion de renforcer l'unité des travailleurs et de montrer à l'administration que nous refusons sa politique d'austérité.

# Livre parisien : Rassemblement jeudi à Saint-Ouen

LA fédération du livre CGT a décidé d'une quinzaine d'action dans toute la presse, le labour, l'édition, la reprographie, la sérigraphie, etc. Cette quinzaine d'action se déroule en ce moment, de 24 septembre au 11 octobre. Jeudi 11 octobre, est organisé à Saint-Ouen un rassemblement à 15 h devant les locaux de l'imprimerie Chaix.

# St-Geneviève-des-Bois (Essonne) : grève chez Tailleur

LES ouvriers de l'entreprise de déménagement Tailleur de Sainte-Geneviève-des-Bois dans l'Essonne sont en grève depuis le 1er octobre à l'appel de la CGT et de FO. Les revendications portent sur les questions de salaire : 13e mois et 2 % d'augmentation des salaires.

# BLOC-NOTES

LE BIMENSUEL No 63  
Un numéro de grande diffusion

Le prochain bimensuel 63 qui sortira le 16 octobre comprendra un dossier d'actualité brûlante : « La Chine d'aujourd'hui ». Henri Jour, rédacteur en chef du bimensuel, qui faisait partie d'une délégation de journalistes en Chine s'entretiendra avec Jean Schuberth des questions brûlantes : démocratisation, changement de ligne, démocratie, etc.

Un numéro à diffuser largement !  
Passez dès maintenant vos commandes à l'administration du journal.

PARIS  
Han Suyin au Phœnix.

Han Suyin dédicacera son dernier livre *Ma maison à deux portes* à la librairie Le Phœnix au 72, boulevard de Sébastopol Paris 3e (métro Réaumur Sébastopol), le samedi 13 octobre à partir de 11 heures.

PARIS  
« Pépé » par le Théâtre de l'Aquarium

Le Théâtre de l'Aquarium reprend les représentations de « Pépé » du 28 septembre au 2 décembre. Les vendredi et samedi à 20 h 30. Le dimanche à 16 heures à la Cartoucherie de Vincennes - 75012 Paris. Réservation : 374 99 61.

BEGLES (Languedoc-Roussillon).  
Du 6 au 13 octobre à Bègles, exposition des peintres naïfs yougoslaves et représentation du Ballet national yougoslave.

Communiqué de la section de Bègles du PCML.  
La Yougoslavie joue un rôle, dans l'ère internationale, important par son combat pour la liberté, l'indépendance nationale et le non-alignement, contre toute agression étrangère, pour la sauvegarde de la paix mondiale.

C'est pourquoi l'exposition des peintres naïfs yougoslaves du 6 au 13 octobre et la représentation du Ballet national yougoslave, à Bègles, sont d'un grand intérêt.  
Le PCML invite tous ceux et toutes celles qui le peuvent à participer à ces manifestations culturelles pour connaître et apprécier la Yougoslavie indépendante.

Le numéro de téléphone  
de l'Humanité rouge  
205 51 10

MARSEILLE :  
A l'occasion du voyage du président Hua Guofeng en France.  
REUNION PUBLIQUE COMMUNE PCRml-PCML SUR LA CHINE.  
JEUDI 18 OCTOBRE A 20 H 30  
FRATERNITE DE LA BELLE DE MAI  
7, Boulevard Burel à Marseille.

Montage diapositives : réalisé par la délégation du PCRml invitée par le Parti communiste chinois.  
Débat animé par :  
- Robert Andrei qui vient d'effectuer un voyage de militants invités par le Parti communiste chinois.  
- Jacques Gourc qui revient d'un voyage avec l'Association France-Chine.

PCML : Parti communiste marxiste-léniniste  
26, boulevard des Dames  
13002 Marseille  
Tel : (91) 90-97-07  
PCRml : Le Quotidien du Peuple  
B.P. 225  
75924 Paris Cédex 19

Prenez contact avec le  
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
PRENOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

# l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.  
Pour toute correspondance :  
L'Humanité Rouge :  
B.P. 201 - 75926 Paris Cédex 19  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10  
Directeur de publication : André Druésne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 4e trimestre 1979



Ceux de LMT-Orvault dans une précédente grève

# LE MAL DE VIVRE A LA GRAPPINIÈRE

PAGE COMMUNE AU QdP ET A L'HUMANITE ROUGE REALISEE PAR LE CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE A VAULX-EN-VELIN



La Grappinière, à Vaulx-en-Velin (banlieue lyonnaise), samedi 19 septembre dans l'après-midi : de nombreux policiers font irruption dans la cité délabrée pour prendre en flagrant délit un jeune immigré de 17 ans, coupable d'avoir volé une voiture. Cerné par les flics armés, Akim trouve refuge chez une famille amie : les policiers commencent à enfoncer la porte, l'un d'entre eux — semble-t-il — tire de l'extérieur dans la fenêtre de l'appartement. Paniqué, le jeune s'ouvre les veines avec un tesson de bouteille. Alors qu'il perd abondamment son sang, les flics le traînent en bas de l'immeuble, menottes aux poignets. Sa mère et son frère, s'interposant pour exiger des soins, sont brutalement repoussés. Autour, c'est la colère.

Il faut dire que dans cette cité grise, laissée trop longtemps à l'abandon par l'office de HLM et la mairie, le moindre événement provoque aussitôt le rassemblement des habitants du voisinage. Cette fois, ce sont environ 200 personnes, des voisins, des jeunes, des familles amies de la mère d'Akim, qui s'affrontent violemment aux policiers, pendant

Aujourd'hui, à la «Grappe», apparemment, c'est le calme complet. La journée, la cité est sillonnée par un échantillon varié de policiers : gardiens de la paix trois par trois, avec talkie-walkie, déambulant le long des allées délabrées, fourgons, 4L et R6 banalisées, etc... La nuit, il faut montrer patte blanche pour entrer ou sortir : la cité est bouclée, à raison de 15 flics à chaque entrée. A ce prix là, un certain calme est maintenu.

On discute encore ça et là, et souvent les points de vue ne concordent pas... La réunion du comité de locataires, il y a trois semaines, en a été l'illustration vivante.

Ce comité, animé par une poignée d'habitants membres ou sympathisants du PCF, n'avait jamais développé une importante activité, ni regroupé largement la population de la Grappinière (par exemple, ils

immigrés n'en sont pas partie prenante).

Il avait simplement eu une certaine activité lors d'une opération de rénovation menée par les HLM et la municipalité.

Ce soir-là, il fait salle comble : près de 150 personnes y assistent, familles françaises, immigrées, beaucoup de jeunes au fond de la salle, ainsi que des commerçants du quartier et un représentant de la mairie.

## UNE REUNION HOULEUSE

La réunion sera houleuse : les commerçants, certaines familles européennes, pour la plupart d'origine «pied noir», se déclarent prêtes à s'associer au «nettoyage» du quartier envisagé par la municipalité. Si le problème des aménagements sociaux et de l'animation inexistante du quartier est soulevé, ce sera avant tout le point de vue du courant le plus organisé des habitants qui s'exprimera : la minorité européenne. Cette réunion a peu permis aux jeunes et encore moins aux familles immigrées, d'exprimer leurs inquiétudes.

A la sortie de la réunion du comité de locataires, nous avons pu bavarder avec une femme algérienne, mère de plusieurs enfants, habitant depuis longtemps la cité. Elle ne s'était pas exprimée à la réunion, alors qu'elle aurait eu tant de choses à dire : «Je pense que si on arrête quelqu'un qui a volé une voiture, c'est normal. Celui qui a fait une bêtise doit être puni. Mais

une demi-heure : quatre agents et un commissaire à l'hôpital, des véhicules endommagés... Un jeune, Miloud, est embarqué ; pendant trois jours il sera impossible d'obtenir de ses nouvelles, sa mère ira en taxi d'hôpital en hôpital, et dans tous les commissariats de Lyon, vainement... Finalement, il est relâché le lundi, bien sûr couvert de coups...

Par la suite, la police justifiera la brutalité de son intervention en présentant Akim comme un dangereux malfaiteur, «recherché par toutes les polices», armé, et dira qu'il avait pris en otage la famille chez qui il s'était réfugié. Le préfet de police lui-même ne pourra soutenir cette thèse, démentie dans la presse locale par les témoignages accablants des habitants de la Grappinière. Le maire PCF de Vaulx-en-Velin, Capievic, ne sera pas gêné, lui, pour reprendre dans une déclaration officielle la version policière : «Rien ne saurait nous empêcher de condamner les actes de banditisme et d'exiger que les criminels ne puissent plus nuire».

## Une prise de position

Prise de position des équipes de prévention de la Société Lyonnaise pour l'Enfance et l'Adolescence, présentes sur les quartiers de la Grappinière, vaulx-en-Velin, Saint-Jean Villeurbanne, les Buers, Part-Dieu-Guillotière :

(...) Tout fait divers monté en épingle, dans un contexte de violence, sur un quelconque quartier, n'est que le révélateur d'une insécurité qui existe sur le plan régional et national.

La toile de fond de ces événements est, sans conteste, la profonde détérioration des rapports économiques et sociaux (chômage, système scolaire inadapté, politique d'immigration, absence de reconnaissance sociale et de maîtrise sur leur environnement par les intéressés ; et ce, pour une majorité de la population).

Face à ce drame, ce sont les jeunes, et à plus forte raison les jeunes immigrés qui sont dénoncés en première ligne, comme responsables de la violence.

N'y a-t-il pas là un détournement des responsabilités ? La concentration de certaines populations (parfois désignée comme «ghetto») est-elle autre chose que la manifestation concrète d'une politique d'exclusion sociale ?

(...) Dans l'exercice de nos fonctions, nous serons attentifs à collaborer avec toute personne, association, institution qui aura fait ce choix courageux et à contre-courant.

Septembre 1979

pourquoi sont-ils venus si nombreux, avec des armes ? C'est la police qui veut la violence. Ils veulent monter les Français contre les immigrés, et en profiter pour nous expulser. Moi, maintenant, j'ai peur pour mes enfants : ils peuvent tous les jours se faire arrêter, insulter, frapper».

Et elle conclut avec sa décision de repartir au pays...

Cet autre témoignage, lu dans *Le Progrès* :

«J'ai travaillé trois années à Vaulx, à la Grappinière justement, et ce qui s'est passé ne m'a pas étonnée ; il y a longtemps que ça couvait. Parce que c'est un quartier vraiment triste à vivre... parce que, comme dans tout l'Est lyonnais, on y retrouve essentiellement les catégories sociales les plus mal loties,

## LA MAIRIE PCF : UNE POLICE POUR REPRIMER DEMOCRATIQUEMENT...

C'est sans honte que Capievic, maire PCF de Vaulx-en-Velin, est venu apporter «ses vœux de prompt rétablissement aux policiers», dans une déclaration rendue publique le lendemain des événements. Dans celle-ci, ainsi que dans la motion adoptée au Conseil Municipal en avril 1979 sur la sécurité publique, on retrouve les trois chevaux de bataille de la municipalité PCF.

1) «Augmentation des effectifs du commissariat de police et construction d'un commissariat».

«Mise en place d'îlots dans les grandes cités et les quartiers exerçant dans une fonction de dissuasion et de prévention, en contact permanent avec les habitants du quartier, les éducateurs, les services sociaux et les comités de locataires».

Mais que signifierait cet îlotage ? A coup sûr, un contrôle plus efficace des personnes, des dénonciations, des risques de fichage accrus...

Mais tout cela ne marcherait pas sans un accroissement «des prérogatives des maires afin qu'ils puissent exercer un pouvoir de contrôle sur les activités de police». En somme, la création d'une police aux ordres de Monsieur le Maire...

2) La ségrégation Français-Immigrés ou plus officiellement, le «seuil de tolérance» : «Nous exigeons que le choix des locataires puisse enfin être fait par nous, à la Grappinière et ailleurs».

Une façon comme une autre de préparer le terrain aux lois sur l'immigration et à leur cortège d'expulsions prévisibles. Un moyen aussi, à terme, de mieux contrôler l'ensemble de la population en attribuant, les logements.

3) La mainmise sur la vie associative : «Nous voulons que les locaux collectifs résidentiels (salles de réunion) soient remis partout à la municipalité». Le

contrôle de toute la vie associative est un but que poursuit la municipalité depuis la création de la ZUP : liquidation de la structure d'animation de quartier APACS, tentative de récupération des locaux collectifs en pied d'immeuble (LCR) pour y installer ses services ou des associations pro-municipales, et en interdisant l'accès aux habitants... D'ailleurs, à la Grappinière, ces locaux sont fermés depuis des années !

### DIVISION

L'attitude et l'action de la mairie PCF renforce ainsi la division. Division entre Français et Immigrés en faisant du pourcentage des familles étrangères le problème principal. Division entre travailleurs habitant le quartier et jeunes souvent chômeurs, en développant le thème de «l'insécurité» et en confondant délinquance et banditisme...



est quadrillé et contrôlé à Vaulx-en-Velin, et surtout à la Grappinière, et qu'on s'y sent en cage.

Alors comment ne pas devenir violent ?

### LES FLICS POUR UNE VITRE CASSEE

Les divers témoignages et prises de positions montrent bien l'univers dans lequel évoluent les jeunes, source de «délinquance». «Comment ne pas devenir violent?», interroge un témoin. Certes, mais peut-on pour autant justifier cette délinquance ? Vois de mobbyettes, cambriolages divers, dégradation de biens publics souvent très utiles aux travailleurs (voitures, cabines téléphoniques, boîtes aux lettres...), même si ce sont des petits délits, opérés souvent par de très jeunes enfants... tout cela contribue d'une certaine façon à accentuer un cadre de vie déjà bien dégradé par la bourgeoisie et l'organisation capitaliste de la société.

Ceci dit, il n'est pas possible de soutenir le PCF quand il assimile «délinquance» à «bandits notoires» voire «criminels». Cela signifie qu'un môme qui casse une vitre d'école ou d'allée aura à se frotter à la police... et on devine dans quelles conditions ! D'un côté, il y a l'incompréhension de ce qu'est un bien collectif, de l'autre un banditisme d'envergure. Il ne s'agit pas de régler par les mêmes solutions ces deux phénomènes.

Ce qui est nécessaire, c'est bien que cette révolte des jeunes, affrontés à un horizon bouché, au chômage, à l'absence quasi totale d'équipements sociaux et culturels, que cette révolte devienne rapidement consciente et collective.

## Qui habite à la Grappinière

Selon une récente enquête de la mairie : 65,3 % d'ouvriers (une majorité de manœuvres et d'OS. 14,2 % d'employés et 14,7% de personnel de service (femme de ménage et agents hospitaliers).

De très nombreux chômeurs, notamment chez les jeunes. Un nombre important d'immigrés : 42 %, surtout d'origine maghrébine.

Une proportion importante de chefs de famille sont seuls (1 sur 4) ; 4 fois sur 5 il s'agit de femmes. Les salaires en règle générale avoisinent le SMIC : l'enquête a révélé que la moyenne des revenus ne dépasse pas 600 F par personne.